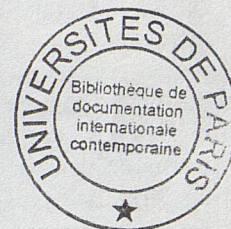


bulletin hebdo



Premier affrontement, première victoire des travailleurs

Par Alejandro Romero

Managua, 17 mai (NOTINIC). Deux enseignements se dégagent de la crise qui a secoué le Nicaragua cette semaine : d'un côté, l'évidente volonté du gouvernement Chamorro de s'en prendre aux conquêtes de la Révolution et de détruire le Front sandiniste et de l'autre, la force unitaire de la riposte populaire.

Le nouveau gouvernement a estimé que certains éléments jouaient en sa faveur et lui permettait de se lancer plus vite que prévu dans une politique, tracée par le gouvernement des Etats-Unis, de destruction du sandinisme. Après une féroce campagne de discréditation du FSLN, accusé d'être responsable de la crise économique et d'avoir détourné des biens publics, la droite a voulu profiter rapidement de "l'état de grâce" qui suit toute victoire électorale, de la menace que représente la contra encore en armes, du fait que la discussion au sein du FSLN quant à sa future stratégie n'est pas encore terminée et d'un certain flottement au niveau international par rapport à la situation nicaraguayenne.

Cet ensemble de facteurs a amené les nouveaux dirigeants du pays à penser que le Front sandiniste était moribond

et qu'il suffisait de créer les conditions de sa mort, en l'occurrence par les décrets sur la révision des confiscations, contre la loi qui protège les fonctionnaires, etc.

La réponse a été aussi rapide: Le 10 mai démarrait un mouvement de grève, lancé par l'Union nationale des employés (UNE), qui allait s'étendre en peu de jours à toute la fonction publique. Face à cette réaction inattendue, le gouvernement a répondu par la violence, refusant la négociation, menaçant les grévistes de licenciement. A la force, les travailleurs ont réagi par la force et l'extension de leur mouvement. Leurs revendications: 200 % d'augmentation et le respect de la loi sur le service civil ainsi que de leurs conventions collectives.

Face à l'arrogance du ministre du Travail, Francisco Rosales, qui a déclaré la grève illégale, le mouvement s'est généralisé le 14 mai et le jour suivant, le pays était paralysé, démuné de communications téléphoniques, de services bancaires, de transports, de crèches, d'écoles...

Les grévistes qui occupaient les bâtiments publics ont pu éprouver la soli-

SOMMAIRE

Bataille pour la légalité révolutionnaire

Après les accords, les lois scélérates

L'Arlésienne

Démobilisation de la contra : la confusion

Contre-réforme agraire : les paysans résistent

Changement de philosophie dans la politique agricole

Israel, de Somoza à la Contra : et maintenant?

Les "Pipitos" menacés d'expulsion

La jeunesse que nous leur laissons

La guerre, une longue histoire inachevée

40 P 11481



darité de la population qui est venue leur apporter du ravitaillement, des artistes qui ont organisé des concerts devant les édifices occupés, des étudiants, de certains organismes non gouvernementaux offrant une contribution financière et enfin de nombreux syndicats étrangers qui leur ont envoyé des messages de solidarité.

Après avoir sans succès envoyé la police pour déloger les grévistes, le gouvernement a joué la tension dans la soirée du 15 en faisant savoir qu'il était sur le point de faire appel aux troupes anti-émeutes vénézuéliennes et en préparant pour la nuit même l'assaut des bâtiments publics par des bandes de militants de l'UNO. Immédiatement, les habitants des quartiers se sont massés devant les bâtiments occupés pour protéger les grévistes. La situation ne permettait plus au gouvernement de faire usage de la force pour écraser le mouvement. A dix heures et demi du soir, il cédait et acceptait de négocier avec les dirigeants syndicaux.

Le 16 mai, dans la soirée, le résultat des négociations était diffusé par les médias nationaux : les travailleurs avaient gagné. Le gouvernement s'engageait à une première augmentation de salaire de 25 % en mai puis, à partir de juin, à des réévaluations automatiques en fonction de la hausse des prix, en plus d'une augmentation de tous les bas salaires ; aucune sanction ne serait prise contre les grévistes ; l'application de la loi sur le service civil serait définie en accord avec les syndicats ; la concertation se maintiendrait pour discuter des conventions collectives. Les travailleurs, de leur côté, s'engageaient à remettre les locaux occupés et à reprendre le travail le lendemain.

Pendant que le jeudi 17, le pays revenait à la normalité, de nouvelles menaces laissaient augurer de nouvelles luttes. En effet, d'autres secteurs se voient aujourd'hui menacés : l'université, avec le projet de réforme de la loi sur l'Autonomie, les paysans membres de coopératives visés par le décret de révision des confiscations de terres et les habitants des "asentamientos" de Managua que la municipalité veut expulser des terrains qu'ils occupent et sur lesquels ils ont construits leurs précaires abris.

BATAILLE POUR LA LEGALITE REVOLUTIONNAIRE

Par Roberto García

Managua, 17 mai (NOTINIC). Le nouveau gouvernement qui, dans l'opposition, proclamait son attachement à la loi et à l'Etat de droit, n'a eu qu'une hâte à deux semaines de son arrivée au pouvoir : violer de fait la légalité à travers deux décrets signés par la présidente. Face à ces attaques brutales de la droite, la lutte des travailleurs s'est placée sous le signe de la défense de la légalité

révolutionnaire, symbolisée par la Constitution politique appliquée depuis 1987.

Les deux décrets, pris par un pouvoir exécutif pressé d'imposer sa loi de façon dictatoriale dans des domaines qui ne sont pas de sa compétence, visaient à suspendre la loi sur le service civil, qui protège l'emploi des fonctionnaires, et s'en prenaient à la Réforme agraire avec, d'une part, la mise en louage des terres confisquées aujourd'hui propriété du peuple et, d'autre part, la décision de réviser cas par cas toutes les confiscations. Ce dernier décret représente une première tentative formelle de privatisation.

La réaction des travailleurs ne s'est pas fait attendre, appuyée par l'action d'un groupe de juristes qui a déposé un recours devant la Cour d'Appel. En effet, selon la Constitution, la présidente ne peut légiférer qu'en matière fiscale ou administrative et elle empiète sur les facultés du pouvoir législatif par l'édition de décrets qui ne sont pas de son ressort.

La grève générale des fonctionnaires, en lutte pour des augmentations de salaires et contre la suspension de la loi sur le service civil, a permis de mesurer les forces en présence sur le terrain de la défense d'un ordre juridique favorable au peuple. Le ministre du Travail, Francisco Rosales, a riposté en décrétant la grève illégale, en menaçant les grévistes de licenciement et en exerçant un chantage à la guerre, déclarant que la contre ne se démobilerait pas si les travailleurs ne reprenaient pas le travail. Mais il a été obligé de réviser ses positions et d'entrer en négociation sous la pression populaire, renforcée par la sentence de la Cour d'Appel sur le caractère légal de la grève.

Inscrite dans un cadre légal qui préserve la paix, cette bataille remportée par les travailleurs n'est sans aucun doute que la première étape d'une forte lutte politique dont l'objectif sera de faire respecter les lois qui protègent les conquêtes populaires.

APRES LES ACCORDS, LES LOIS SCCELERATES

Managua, 21 mai (NOTINIC). Le gouvernement s'est empressé de violer l'accord signé le 16 mai avec les travailleurs, en faisant voter deux jours après à l'Assemblée la remise en vigueur du Code du Travail appliqué par Somoza et la réforme de la loi sur le Service civil.

Toutes les réformes au Code du Travail introduites depuis la Révolution ont été abrogées. Aujourd'hui, comme au temps de Somoza, les travailleurs sont privés du droit de grève, de conventions collectives, leurs organisations syndicales peuvent être déclarées illégales et leurs repré-

sentants licenciés. N'importe quel travailleur peut être privé de son emploi avec un mois de préavis. Les réformes apportées à la loi sur le Service civil ouvrent la porte aux licenciements arbitraires en faisant de chaque fonctionnaire un "employé de confiance" du gouvernement, y compris les employés dits de "service domestique" selon une terminologie qui en dit long sur l'idéologie qu'elle recouvre.

Le caractère revanchard de ces réformes n'a pas été dissimulé par le député Zacarias Hernández qui a proclamé la nécessité de "virer tous les sandinistes du gouvernement". Les députés sandinistes ont refusé de participer au vote et ont déclaré l'approbation de ces lois inconstitutionnelle, en violation ouverte des accords signés avec les travailleurs et des conventions internationales du travail. Le député du MUR, Moïses Hassan, s'est abstenu pendant que les représentants socialistes et communistes votaient comme un seul homme les lois scélérates en avançant qu'il fallait en passer par là pour que l'UNO "puisse gouverner". Le poids de ces contradictions a été fatal à la santé du député communiste Eli Altamirano, transporté d'urgence à l'hôpital à la suite d'un infarctus, à la fin des débats.

Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre avec le licenciement de dix Procureurs de la République. Les organisations syndicales regroupées dans le Front national des travailleurs appellent ceux-ci à se mobiliser et à manifester le 22 mai devant le ministère du Travail.

L'ARLESIENNE

Managua, 17 mai (NOTINIC). Selon le député sandiniste Edmundo Jarquín, les décrets controversés pris par la présidente Violeta Chamorro représente une tentative du gouvernement d'occulter la lenteur que met l'aide étatsunienne à arriver. Le retard pris dans le versement de cette aide hypothétique, encore en discussion au Congrès des Etats-Unis, met le gouvernement dans une situation embarrassante après qu'il l'ait faite miroiter comme le remède miracle contre la crise. Quelques heures avant le règlement du conflit entre les travailleurs et le gouvernement, George Bush a refusé d'accorder un prêt d'urgence de 40 millions de dollars, sollicité le 15 mai par V. Chamorro. Le président étatsunien a déclaré qu'il ne pouvait accéder à cette requête, faute de garanties sur les possibilités du Nicaragua de rembourser ce prêt.

DEMOBILISATION DE LA CONTRA : LA CONFUSION

Managua, 21 mai (NOTINIC). Cette fin de semaine a été marquée par des contradictions entre les chefs de la

contra et une grande confusion en ce qui concerne la marche de la démobilisation.

C'est vendredi que le chef d'état-major des mercenaires, Franklin, a annoncé la suspension du désarmement, alléguant qu'il n'avait pas obtenu de garanties suffisantes et demandant une nouvelle négociation avec le gouvernement. Cette déclaration a provoqué une forte réaction d'Alfredo Cesar, vice-président de l'Assemblée, qui juge cette position absurde et "très grave pour la stabilité du pays". Pour la commandante Dora Maria Tellez, ancien ministre de la Santé, "il est clair que la contra veut que Violeta Chamorro s'en aille pour assumer elle-même le pouvoir".

Le lendemain, Roberto Ferrey, délégué du gouvernement pour la démobilisation, affirmait que le processus suivait son cours normalement, comme le lui avait confirmé quatre chefs contras sous les ordres de Ruben chargés de diriger l'opération. Il semble donc que Franklin ait été évincé. Cependant, Ruben a déclaré à la presse que la direction de la contra "n'accélèrera pas le désarmement tant que certains points ne seront pas éclaircis et que la sécurité des démobilisés ne sera pas garantie". Par ailleurs, l'état-major de la contra vient de se déplacer de Yalí (région VI) à El Almendro (région V), très discrètement pour ne pas jeter le trouble dans les rangs des mercenaires et éviter qu'ils ne décident de rendre les armes.

Jusqu'à présent, 1 080 contras seulement se sont démobilisés. Selon le quotidien Barricada, qui a enquêté sur le terrain, les membres de la Commission internationale de vérification ainsi que les casques bleus de l'ONU ont conscience que ce sont surtout des combattants de seconde zone et que les comandos ne se sont pas montrés. D'autre part, ils reconnaissent n'avoir reçu que des fusils Bous pour la ferraille.

On attend dans les heures qui viennent la proposition de la commission gouvernementale chargée de définir où et comment seront créés les pôles de développement. Il semble que l'idée de livrer aux mercenaires le département de Rio San Juan ait été abandonnée.

Enfin, le gouvernement hondurien a déclaré que 1 800 contras ont été ramenés au Honduras à bord d'avions étatsuniens de la base de Palmerola.

CONTRE-REFORME AGRAIRE : LES PAYSANS RESISTENT

Par Ricardo Pino Robles

Managua, 17 mai (Notinic). La Fédération des coopératives agricoles (FEDECOOP), qui regroupe 91 000 familles travaillant dans 3 500 exploitations, est décidée à résister à la contre-réforme agraire que le gouverne-

ment tente de mettre en place a coup de décrets. C'est ce qu'a expliqué Ariel Bucardo, président de FEDECOOP, pour qui les politiques financières, autre volet de l'action du nouveau gouvernement dans l'agriculture, sont également "profondément anti-populaires et ne bénéficient qu'aux riches".

Le 11 mai, la présidente Violeta Chamorro a émis deux décrets-lois : le premier stipule que toutes les confiscations et les expropriations réalisées dans le passé seront réexaminées et le deuxième instaure la mise en louage des terres et propriétés confisquées, qu'elles appartiennent ou non à l'Etat. Ces décisions ont créé la surprise et le malaise chez les 120 000 familles paysannes qui ont reçu des terres dans le cadre de la Réforme agraire. Les premiers à réagir ont été les membres des coopératives regroupées dans FEDECOOP, organisme appartenant à l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG). Les coopératives de cette fédération possèdent 35% des terres; elles produisent 67% des grains de base, principalement des haricots et du maïs, et 47% du café.

Pourront-ils défendre leur droit à la terre ?



(Foto : ANN)

L'ancien ministre de l'agriculture, Jaime Wheelock, estime que "ces décrets mettent en péril les transformations socio-économiques impulsées par le gouvernement révolutionnaire au cours des dix dernières années". Pour lui, "c'est l'une des décisions les plus dangereuses et les plus graves prises par le nouveau gouvernement". Jaime Wheelock rappelle que la Réforme agraire "était une nécessité historique et a permis de mettre fin à l'inégalité dans la tenure de la terre qui, justement, a été une des causes objectives de la révolution et du soulèvement armé de la population, en majorité des paysans qui vivaient dans la misère, sans terre et sans espoir".

L'ancien ministre considère qu'en plus de la propriété de la terre, d'autres droits, dont les paysans n'avaient jamais joui avant 79, sont désormais menacés : la stabilité du travail, le logement, la santé, la protection des droits de la femme, l'attention aux enfants, etc...

Pour le dirigeant de FEDECOOP, Ariel Bucardo, la contre-réforme agraire se mène non seulement par les décrets sur la terre mais également à travers la politique économique des nouvelles autorités. Les taux d'intérêt à 15% "sont trop élevés pour le Nicaragua, comme ils le seraient dans n'importe quel pays". Même la famille Somoza n'a profité de tels taux. Par la "dollarisation" de l'économie, le gouvernement tente d'élever le prix des grains de base au niveau de ceux pratiqués en Amérique centrale. Mais dans les autres pays centraméricains, "les paysans sont en train d'être prolétarisés, ils deviennent ouvriers agricoles précisément à cause de ce genre de politique". De plus, pour obtenir un prêt de la banque, le paysan doit fournir son titre de propriété sur la terre qu'il cultive; s'il ne peut payer sa dette, il risque de perdre son exploitation. Selon A. Bucardo, plusieurs anciens grands propriétaires exercent actuellement de fortes pressions sur les paysans ayant bénéficié de la Réforme agraire, les avertissant qu'ils devront leur rendre les terres. "Mais ça va être dur pour eux, précise le dirigeant paysan. Nous allons défendre nos terres, et même nous allons lutter pour approfondir la Réforme agraire. Il y a encore 40 000 familles qui ont besoin de terres pour vivre".

Pour beaucoup d'observateurs, tenter d'imposer une contre-réforme agraire quelques jours seulement après son arrivée au pouvoir constitue de la part du gouvernement une grave erreur politique. La paysannerie est un des piliers de la Révolution sandiniste et la Réforme agraire est pratiquement l'essence du modèle d'économie mixte créé par le gouvernement précédent qui l'a élevée à la catégorie de principe constitutionnel. De telles mesures ne peuvent que provoquer une forte résistance chez les paysans, au moment même où commence le cycle agricole. "Nous ne pouvons pas faire grève comme les ouvriers, explique A. Bucardo; mais nous pouvons bloquer toutes les routes", ce qui empêcherait l'évacuation des récoltes vers les villes.

CHANGEMENT DE PHILOSOPHIE DANS LA POLITIQUE AGRICOLE

Repris de La revue de l'agriculture, supplément hebdomadaire de Barricada.

Managua, Mai (NOTINIC). Le nouveau gouvernement se propose de changer la philosophie de la gestion économique du pays. Il s'agit de "permettre au producteur d'obtenir de bons bénéfices à la fin du cycle agricole".

Roberto Rondon, ministre de l'agriculture, affirme que durant les dix dernières années les producteurs n'ont pas recueilli les justes fruits de leurs efforts. La nouvelle philosophie va remédier à cette situation : il faut, selon le ministre, cesser de considérer comme un péché le fait que les producteurs gagnent de l'argent à n'importe quel prix, "si cela leur permet d'élever leur niveau de vie".

Un des premiers effets du changement concerne la dette des paysans : plus question de l'annuler. Bien qu'il rende hommage aux sandinistes pour avoir pratiqué cette politique, R. Rondon avertit que son gouvernement, qui est "sérieux", ne l'appliquera pas. "Celui qui perdra devra payer, ou bien nous restructurerons sa dette sur plusieurs années".

Mais le ministre est favorable à "une politique des prix juste pour le producteur". L'Entreprise des aliments de base (ENABAS) sera l'organisme régulateur des prix, rôle qu'elle jouait déjà sous le gouvernement précédent, ce qui à l'époque provoquait les protestations du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), qui y voyait un obstacle à la libre-entreprise.

Il pense par ailleurs réduire certains coûts comme le transport et l'emmagasinage par le biais de modifications fiscales. Le niveau moyen de ces coûts en Amérique centrale se situe entre 5 et 7%, tandis qu'ils s'élèvent à 27% au Nicaragua, ce qui porte préjudice aux exportateurs. Grâce à leur réduction, "le producteur de coton recevra 134 dollars ou cordobas-or par tonne, sachant que sur le marché international la tonne de coton se vend autour de 140 dollars".

A propos du coton, les sandinistes avaient prévu pour le cycle agricole 90-91 d'augmenter les surfaces à 52 000 hectares; le nouveau gouvernement se propose de semer 70 000 hectares, bien qu'il ne dispose que d'environ 75% des moyens de production nécessaires. Pour l'extension des terres de culture du coton, il va utiliser des terres en friches et diminuer les surfaces consacrées au sésame et au soja dans la région de Leon (nord-ouest du pays).

Aux cultivateurs qui se plaignent du retard dans le financement, le ministre répond qu'il est garanti par la Banque centrale; mais il ajoute qu'il faudrait un financement extérieur qui n'est toujours pas arrivé.

Le gouvernement souhaite mettre en place un plan d'amélioration de la culture du café d'un coût de 35 millions de dollars. Cependant, là encore, un financement extérieur est nécessaire. Selon le ministre, c'est la Banque mondiale qui le fournirait.

En ce qui concerne la culture des grains de base (maïs, riz, haricots), R. Rondon estime qu'on ne peut guère augmenter les surfaces. Par contre, il confirme que les nouvelles autorités vont impulser les cultures non traditionnelles, "source inépuisable de devises". Il cite l'exemple du Costa Rica qui en a tiré l'an dernier 560 millions de dollars, "le double des exportations du Nicaragua cette année-là". Il omet de préciser que le Costa Rica a dû importer des grains de base, le double de ce qu'a dû importer le Nicaragua, car les fleurs et autres produits non traditionnels ont absorbé les terres jusque-là consacrées aux cultures vivrières.

ISRAEL: DE SOMOZA A LA CONTRA: ET MAINTENANT ?

Par Ignacio Gonzalez, repris de Barricada

Managua, 13 mai (NOTINIC). L'information diffusée aux Etats-Unis par la revue *Insight*, selon laquelle le gouvernement Chamorro aurait sollicité l'aide des services secrets israéliens, le Mossad, pour réorganiser les structures du ministère de l'Intérieur nicaraguayen, provoque ici une légitime inquiétude, malgré un timide démenti officiel.

Israël, ses services secrets et ses trafiquants d'armes et de drogue sont les responsables directs de la mort de milliers de nicaraguayens victimes de armes fournies à la dictature somoziste et à la contra ainsi que des crimes commis par les mercenaires entraînés par des instructeurs israéliens. Personne ne peut oublier l'appui apporté par Israël aux dictatures les plus sanglantes, la responsabilité du Mossad dans la formation des escadrons de la mort en Amérique latine et ses liens avec la pègre internationale.

ISRAEL ET LA DICTATURE SOMOZISTE.

Déjà en 1948, Anastasio Somoza recevait des envoyés israéliens qui faisaient appel à son aide pour former une armée capable d'occuper la Palestine. Le dictateur compréhensif leur accordait des passeports diplomatiques nicaraguayens pour leur faciliter l'achat d'armes en Europe. C'est ainsi que le faux "ambassadeur" israélien Yehuda Arazi pouvait acheter des canons hispano-suisse et des tonnes de munitions acheminés sous pavillon nicaraguayen vers Tel-Aviv où ils allaient servir à massacrer le peuple palestinien.

En 1961, première "visite officielle" de Somoza en Israël et en 1966, premier accord formel d'échanges entre les deux pays. Mais ce n'est qu'en 1974 que la sanglante "coopération" a débuté avec les livraisons d'armes israéliennes (hélicoptères, canons, blindés, mitraillettes, missiles) qui se multiplieront proportionnellement à la montée des luttes populaires contre la dictature.

Face à la condamnation internationale du génocide, l'administration Carter suspend en 1978 ses envois d'armes à Somoza dont Israël devient le principal appui logistique, fournissant 98 % du matériel livré à la Garde jusqu'en juillet 79 - les 2 % restant correspondent au geste du dictateur argentin Videla. Derrière la façade d'une entreprise d'import-export, le chef du Mossad israélien David Marcus Katz organise les livraisons depuis Mexico. Dénoncé et obligé de fuir, il trouve refuge au Guatemala pendant que ses hommes de confiance se dispersent en Amérique centrale, où ils prendront contact avec les somozistes après le triomphe de la Révolution.

CIA-MOSSAD-CONTRA

Le Mossad installe des bases opérationnelles au Honduras, au Salvador et au Costa Rica et prend discrètement ses premiers contacts avec la contra qui annonce publiquement l'aide "courageuse" apportée par les israéliens.

En 1982, le ministre de la défense israélien Sharon, le bourreau des camps palestiniens de Sabra et Chatila, rencontre au Honduras un dirigeant politique de la contra Edgard Chamorro; il lui déclare son "appui inconditionnel" et lui offre des armes. Pendant ce temps, au Costa Rica, le Mossad approvisionne les groupes contras dirigés par Eden Pastora avec la bénédiction du président costaricain Monge, ancien ambassadeur en Israël et associé d'une entreprise d'Etat israélienne, Tahal, qui fait commerce avec son pays.

La coopération s'effectue maintenant au plus haut niveau. Les dirigeants de la contra rencontrent les autorités militaires israéliennes à Washington et vont chercher leurs armes en Israël. Piliers de l'agression étatsunienne dans la région, le Mossad et la CIA travaillent main dans la main en Amérique centrale. Le colonel Oliver North du conseil de sécurité de la Maison-Blanche, tire les ficelles, secondé par son collègue Donald Gregg. Les agents de la CIA ainsi que quelques exilés cubains servent d'hommes de main. Le Mossad est en contact permanent avec de gros trafiquants d'armes étatsuniens. Le grand architecte du rapprochement Mossad-Contra est le dirigeant du ministère de l'extérieur israélien et no 2 des services secrets, David Kimche.

LE CLOAQUE DU CONTRAGATE

En novembre 86, le scandale éclate. L'opinion publique découvre quelques aspects de la connexion CIA-Mossad-Contra-narcotraficants le véritable visage de l'agression

contre le Nicaragua. Le voile est levé : violation systématique du Droit international et des propres lois étatsuniennes, organismes gouvernementaux compromis, relations avec la mafia, trafic d'armes avec l'argent de la drogue. La presse révèle que des trafiquants israéliens et étatsuniens ont ouvert de véritables supermarchés d'armes au Honduras et au Costa Rica; l'opinion découvre les générosités israéliennes envers l'aviation hondurienne, l'offre de 25 "experts" du Mossad faite par le ministre israélien Yitzhak Rabin à North, le complot d'assassinat du président hondurien Suazo, la fabrication en série de faux passeports israéliens pour la contra à l'ambassade d'Israël au Costa Rica - au moins un d'entre eux sera utilisé par les assassins de Monseigneur Romero au Salvador, les contacts de Gregg avec le Cartel de Medellín pour un troc cocaïne-armes. Et les Calero, Bermudez, Pastora et Robelo de la contra de remercier chaque fois davantage pour l'aide en fonds et en armes fournie par Israël et les "groupes juifs" des Etats-Unis -les mercenaires ne s'embarrassent pas des nuances entre "juif" et "sioniste".

Si l'on ignore ce qui a été acheminé par avion, on sait que 400 tonnes d'armes sont arrivées à la contra depuis Israël par des bateaux déchargés au Honduras, il est difficile d'évaluer le montant des fonds offerts et de savoir dans quelles mains ils sont tombés. Alfonso Robelo, nouvel ambassadeur du gouvernement Chamorro au Costa Rica, n'a jamais été à court de remerciements pour "l'aide israélienne"... Aujourd'hui, on est en droit de se demander quand et comment les multiples services rendus se paieront et à quel prix pour le Nicaragua.

LES "PIPITOS" MENACES D'EXPULSION

Par Ricardo Pino Robles

Managua, 14 mai (NOTINIC). Les enfants handicapés retomberont-ils dans l'oubli et l'isolement? Carlos Estrada, qui réside aux Etats-Unis depuis dix ans et prépare son retour au Nicaragua, s'est transformé en ennemi no 1 de l'association "Les Pipitos" (expression affectueuse pour désigner les enfants) menacée de se voir privée de son local.

Lancée en 1987 par 21 parents d'enfants handicapés, l'initiative a fait aujourd'hui tâche d'huile dans le pays : 2 400 nicaraguayens participent à ce projet, unique en Amérique centrale, de prise en charge collective par les familles elles-mêmes du problème du handicap, qui touche environ 200 000 enfants au Nicaragua. Au siège des *Pipitos*, les enfants reçoivent une attention médicale et psychologique; en fin de semaine, les parents viennent échanger leurs expériences, apprendre les soins de base, des notions de nutrition, des techniques d'éveil psychomoteur, etc, et s'occupent ensemble des nombreux cas d'enfants maltraités qui leur sont signalés.

Délogée ?



(Foto : ANN)

En janvier dernier, l'association décide d'acheter à son propriétaire, C. Estrada, le local qu'elle occupe, estimé à 25 000 dollars. La recherche de fonds commence, interrompue par les élections. C. Estrada, encouragé par le climat revancharde qui règne dans le pays après la victoire de la droite, se manifeste par téléphone deux jours après le changement de gouvernement. Les enchères ont monté, il réclame maintenant 100 000 dollars pour sa maison. Quelques jours plus tard, il accepte de baisser à 90 000 dollars "ou bien ce sera l'expulsion", signifie-t-il à Roberto Leal, directeur de l'association.

Les membres des *Pipitos*, réunis en assemblée publique, ont décidé de ne payer que la somme prévue au départ et de remettre le dossier entre les mains de la présidente Violeta Chamorro, qui prône réconciliation et bien-être pour tous. "Nous en appelons à la solidarité, déclare R. Leal, la société doit nous aider car notre problème n'est pas individuel mais social". Une souscription a été lancée auprès de la population. Ce projet autogéré d'aide solidaire aux plus démunis doit être sauvé.

LA JEUNESSE QUE NOUS LEUR LAISSONS

Par Fernando Cardenal, ancien ministre de l'Education

Managua 7 mai (NOTINIC). La révolution vient de remettre les clés des ministères au nouveau gouvernement. Les inventaires et actes de passation des biens du ministère de l'Education ne mentionnent pas le plus important : les lycéens et étudiants. Je crois qu'il vaut la peine aujourd'hui de parler de la jeunesse que la Révolution remet entre les mains des nouveaux responsables.

Durant la campagne électorale, on nous a accusés d'avoir imposé une éducation politisée. Si d'une part je me défends contre cette accusation, d'une autre je répète ce que j'ai toujours affirmé : l'éducation est également politique. L'histoire nous enseigne qu'à toutes les étapes de l'humanité, sous tous les régimes, l'éducation a véhiculé des valeurs, une idéologie. Dans la Grèce antique, Aristote affirmait que "l'apprentissage de la vertu est incompatible avec la vie d'un ouvrier ou d'un artisan". Sa pédagogie et son éthique transmettent une idéologie. Il en a toujours été ainsi. L'éducation n'a jamais été neutre.

Cela n'a donc aucun sens de discuter du caractère politisé ou non de l'éducation sandiniste. Pour tous les nicaraguayens, l'important aujourd'hui est de savoir quel type d'idéologie les nouveaux responsables du ministère vont vouloir transmettre.

Depuis 1980, le peuple nicaraguayen s'est prononcé sur le contenu de l'éducation sandiniste. Tout le monde a participé à la consultation nationale qui a permis d'élaborer le document "Finalités, objectifs et principes de la nouvelle éducation au Nicaragua". Avant d'effectuer les changements annoncés, les nouveaux dirigeants du ministère doivent dire au peuple quelles erreurs nous avons commises dans nos choix éducatifs et ils doivent lancer une nouvelle consultation, aussi vaste et profonde que celle que nous avons menée en 1980.

D'ici à ce que ce travail soit réalisé, je voudrais apporter des éléments d'appréciation de l'idéologie véhiculée durant ces dix ans. Appliquons la phrase de l'Évangile selon laquelle "on connaît un arbre à ses fruits". Constatons les résultats, voyons quelle jeunesse a produit le sandinisme.

Nous rencontrons au Nicaragua des jeunes lycéens et étudiants qui, dans leur grande majorité, ont fait la preuve qu'ils sont capables de se dévouer aux autres, qu'ils ont compris la nécessité de faire coïncider intérêts personnels et intérêts collectifs. Nous les avons vu sacrifier gaiement leurs vacances pour partir récolter le coton et le café, renoncer à un jour de repos pour se joindre aux campagnes de vaccination, abandonner le foyer à l'heure du feuilleton pour aller alphabétiser dans le quartier. Nous observons leur sensibilité aux thèmes de l'indépendance et de la souveraineté de leur pays, leur refus de l'injustice, de l'exploitation, de toute forme de racisme et de discrimination et surtout leur rejet de l'impérialisme.

La liste serait longue mais je veux ajouter un élément notoire : contrairement à la majorité des pays, au Nicaragua la jeunesse ne connaît pas le problème social de la drogue. C'est une réalité palpable, prouvée, mesurable. Certains pays produisent en quantité pétrole, uranium et autres richesses. Je suis certain que beaucoup de ceux qui ont des enfants échangeraient tout cela contre un pays libéré du trafic de drogue. Ici, nous possédons cette richesse-là. La Révolution laisse une jeunesse qui, dans son immense majorité, n'a pas besoin de s'intoxiquer pour être joyeuse. La drogue se développe comme un cancer dans des sociétés qui n'ont aucune cause à offrir à leur jeunesse, ou celle-ci accède peut-être aux biens de consommation mais ne trouve pas de sens à la vie.

Aujourd'hui, je pense à la jeunesse nicaraguayenne avec orgueil mais aussi avec crainte. Les nouveaux responsables du ministère déclarent qu'ils vont transformer le contenu et les valeurs de notre éducation. Et rapidement, en quelques mois. Nous ne savons pas quelle sera l'idéologie véhiculée (l'UNO compte tellement de courants...). Nous la jugerons à ses fruits. Les pères et les mères demanderont des comptes jusqu'au dernier denier. Ce qui est en jeu, ce sont des valeurs reconnues par tous. Nous leur laissons un champ semé presque entièrement de bon grain. Nous veillerons à ce qu'ils n'y mêlent pas l'ivraie.

LA GUERRE, UNE LONGUE HISTOIRE INACHE-VEE

Par Gabriela Selser

Managua, mai (NOTINIC). Dix ans de résistance armée, désignée comme "stratégie de guerre populaire" par les sandinistes, ont été nécessaires pour éviter l'invasion des Etats-Unis et vaincre la contra en tant que force conçue pour renverser militairement le gouvernement. Les dirigeants de l'armée affirment que la stratégie a été juste. En chemin, 60 000 morts, blessés, mutilés et disparus, en plus des 17 milliards de pertes directes et indirectes. Le coût très élevé de l'agression qu'a supporté ce pays pauvre a pesé lourdement sur la con-

science des électeurs le 25 février dernier. Personne ne veut plus de sang.

Dès le début de la Révolution, les Etats-Unis ont défini leur stratégie. La base théorique : le document de Santa-Fé, plan de guerre élaboré par le Département d'Etat. L'instrument : un pantin appelé contra. L'armée contra a été conçue comme un premier niveau de l'agression. Le second était le "triangle du nord" (Honduras, Salvador et Guatemala) et le troisième, en cas d'échec des deux autres, l'intervention directe des troupes étatsuniennes.

La responsabilité de faire face à cette agression lancée dès la fin 79 est retombée sur les épaules d'un gouvernement très jeune. Les combattants de la nouvelle armée à peine formée ont appris à tirer sur des cibles humaines et sous des balles qui n'étaient pas à blanc.

Des exoerts militaires voient dans cette guerre quatre étapes, distinctes en intensité mais poursuivant un même objectif. Les plans militaires ont changé d'un mois à l'autre en fonction de l'activité contra mais toujours avec des tactiques de guerre irrégulière.

MILICIENS CONTRE BANDES ARMEES

La phase initiale (1979-81) se caractérise par des attaques de petits groupes armés à la frontière du Honduras. Ces bandes, dirigées par des officiers de la Garde nationale somoziste et de simples *guardias* s'en prennent à des hameaux où la population forme les premières milices d'auto-défense.

Plusieurs organisations armées constituent la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) qui inclue le groupe miskito Misura dirigé par l'ancien *guardia* Steadman Fagoth. Celui-ci fut responsable du plan *noël rouge*, premier d'une série qui vise à occuper et "libérer" des territoires pour y installer un gouvernement provisoire.

Les contras sont alors environ 2 000 et pratiquent déjà les séquestrations de paysans pour renforcer leurs troupes. Au cours de cette période, 132 attaques contre des objectifs civils, militaires et économiques sont recensés aux frontières (108 depuis le Honduras et 24 depuis le Costa Rica). Jalapa, localité rurale du nord-ouest du pays, se transforme en symbole de la résistance paysanne, renforcée à la fin de cette période par des groupes de travailleurs et d'étudiants qui forment des bataillons d'infanterie de réserve (BIR) dans lesquels 305 000 volontaires s'engageront en quatre ans.

APPUI OFFICIEL DES ETATS-UNIS

La contra reçoit à partir de 1982 l'appui de l'administration Reagan ainsi que l'aide systématique de la CIA. Embuscades, assassinats, destructions d'installations électriques et autres cibles économiques en plus d'une dizaine de tentatives de prises de territoire

marquent la seconde phase de la guerre (82-84).

Les "forces exécutives", des groupes de 200 ou 300 contras, commencent à se multiplier. Grâce aux fonds états-uniens et à l'appui logistique de l'armée hondurienne, la CIA réussit à unifier la contra, dont l'état-major devient la direction de la FDN, et à installer au Honduras une infrastructure militaire.

Infiltrés au Nicaragua comme une guérilla, les contras ravagent les coopératives agricoles, les entreprises privées et nationales, les ponts et les ports. Le sabotage des dépôts de combustible dans le port de Corinto, les attaques des vedettes *piranhas* et des avions de la CIA dans le golf de Fonseca (entre le Nicaragua et le Salvador) entraînent des pertes énormes.

Le gouvernement sandiniste réorganise sa structure défensive et institue le Service militaire patriotique (SMP) qui en devient le pilier. En sept ans, plus de 150 000 jeunes sont mobilisés et partent à la montagne, entraînés et dotés de moyens sophistiqués. 450 000 adultes s'inscrivent dans la réserve et 175 000 sont mobilisés. Selon les stratèges de l'armée, cette structure supérieure de combat a permis un moindre coût en vies humaines et une lutte efficace contre les mercenaires.

A la mi-84, neuf commandos régionaux regroupent 6 000 contras qui opèrent maintenant dans tout le pays, toujours encadrés par d'anciens officiers somozistes. Le bilan de la guerre est déjà lourd : 8 600 victimes (morts, blessés, séquestrés), 142 000 déplacés et 500 millions de dégâts matériels.

Washington, fort de la récente invasion militaire de la Grenade, lance dans le nord du pays la plus grande offensive contra, le plan "Offensive généralisée". Le général Humberto Ortega aurait dit à ce moment : "Si nous parvenons à passer ce cap, nous ne serons pas vaincus".

LES GRANDES OPERATIONS ET LA DEFAITE CONTRA

En 1985, des membres de la direction contra, Adolfo Carlero, Arturo Cruz et Alfonso Robelo constituent au Honduras la première Union nationale d'opposition (UNO). La guerre entre dans sa troisième étape (85-89), celle des grandes opérations militaires de l'armée sandiniste. Des dizaines de bataillons de lutte irrégulière (BLI) de différents types selon les terrains s'affrontent aux commandos opérationnels contras. La fameuse *action Danto* en mars 88 amène la contra, en net désavantage militaire, à signer à Sapoá le premier des nombreux accords de démobilisation qu'elle ne respectera pas.

Jusqu'en 1987, l'aide officielle des Etats-Unis dépasse 400 millions de dollars, sans compter les fonds privés et ceux de la CIA. Seulement entre 83 et 85, ces derniers atteignent le milliard de dollars en équipements, logi-

stique, appui des services secrets et infrastructure.

Mais la contra est déjà en décomposition. Aux luttes intestines pour le pouvoir s'ajoutent la suspension de l'aide, voulue par le Congrès des Etats-Unis, et la perte d'une base sociale paysanne, favorisée par les programmes agraires sandinistes. Le premier niveau d'agression a échoué, le second paraît peu viable avec les progrès des négociations centraméricaines. Les agissements de la contra bénéficiant du soutien logistique ouvert des Etats-Unis mettent le pays au bord de l'invasion militaire.

L'armée sandiniste dispose maintenant d'une doctrine militaire envisageant plusieurs types de défense. Le plan "*Campagne 87*" fondé sur la défense régulière et de guérilla est mis en marche dans le but d'accélérer la défaite de la contra et de faire face à une éventuelle intervention.

Les sandinistes affirment que c'est la victoire militaire qui a permis au Nicaragua d'obtenir un consensus sur le désarmement de la contra au cours des négociations internationales et de se mettre d'accord avec Washington sur la fin de la guerre. Pour parvenir à cet accord, il a fallu anticiper les élections de 1990. La contra, sans appui réel de Bush, divisée à sa tête et épuisée à sa base, s'est repliée au Honduras "jusqu'à nouvel ordre".

La guerre semblait presque une histoire terminée. Une quatrième étape s'est ouverte avec la préparation des élections et l'infiltration massive de la contra dans tout le pays. Aujourd'hui toutes les troupes (évaluées à 16 000 personnes, NDT) sont là et il est difficile d'imaginer l'issue.

NOTE : L'opération *Danto* a été l'achèvement d'une série d'opérations visant à encercler et repousser la contra vers la frontière hondurienne. Elle a consisté à porter une offensive finale pour obliger les mercenaires à repasser la frontière. La riposte des Etats-Unis avait été d'envoyer immédiatement au Honduras des troupes d'intervention, en outre la 82ème division aéroportée (NDT).

PERTES CAUSEES A LA CONTRA ENTRE 1981 ET 1989

| Année | Morts | Prisonniers | Désarmés volontaires | Total |
|-------|-------|-------------|-------------------------|-------|
| 1981 | 41 | 20 | - | 61 |
| 1982 | 148 | 169 | - | 317 |
| 1983 | 1 118 | 221 | - | 1 339 |
| 1984 | 2 287 | 281 | - | 2 568 |
| 1985 | 4 757 | 432 | - | 5 189 |
| 1986 | 4 497 | 640 | - | 5 137 |
| 1987 | 5 339 | 733 | 229 | 6 301 |
| 1988 | 1 844 | 682 | 257 | 2 783 |
| 1989 | 258 | 187 | 75 | 520 |

EN BREF

MAIN BLANCHE ? Des inconnus à bord d'une voiture ont mitraillé dans la nuit de samedi à dimanche les maisons de fortune construites sur les terrains vagues autour de l'ambassade des Etats-Unis. 560 familles se sont installées là avant le 25 avril; les nouvelles autorités municipales veulent les déloger. Le vendredi, le bidonville avait été attaqué à coups de pierres par des gens qui se tenaient à l'intérieur de l'ambassade étatsunienne. Les habitants, qui ont reçu de nombreuses marques de solidarité, se sont organisés et maintiennent une vigilance permanente.

PATRIMOINE NATIONAL A LA FERRAILLE. Des ferrailleurs sont venus cette fin de semaine enlever les tanks de Somoza, déclarés patrimoine national, qui sont exposés dans le parc Luis Alfonso Velasquez. Un vigile les en a empêchés et a appelé la police. Les ferrailleurs ont expliqué que les tanks leur ont été vendus par quelqu'un de la mairie de Managua -aux mains du secteur le plus à droite de l'UNO- et qu'ils seront fondus et revendus au Salvador et au Guatemala. Une enquête a été ouverte.

30 BUS ONT ETE SEQUESTRES depuis la grève de la semaine dernière par des militants des syndicats pro-gouvernementaux, qui ont en outre agressé plusieurs travailleurs de l'entreprise des transports urbains (ENABUS). Les bus ont été rendus hier, mais le conflit continue au sein d'ENABUS, dont le nouveau responsable a licencié plusieurs responsables.



IMPRESSUM NOTINIC, Noticias de Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie des bulletins hebdomadaires en français et allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Rédactrice à Zurich de ce numéro: Elisa Moos. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

JA/PP

8034 Zurich

abonnement-poste

incriminé à taxe réduite